

Elisabel LARRIBA, Fernando DURÁN LÓPEZ (éd.), *El nacimiento de la libertad de imprenta. Antecedentes, promulgación y consecuencias del Decreto de 10 de noviembre de 1810*, Madrid, Sílex ediciones, 2012, 425 p.

Todos los cuerpos y personas particulares, de cualquier condición y estado que sean, tienen libertad de escribir, imprimir y publicar sus ideas políticas sin necesidad de licencia, revisión o aprobación alguna anteriores a la publicación, bajo las restricciones y responsabilidades que se expresarán en el presente decreto.

Decreto de libertad de imprenta, 10 de noviembre de 1810

L'ouvrage intitulé *El nacimiento de la libertad de imprenta. Antecedentes, promulgación y consecuencias del Decreto de 10 de noviembre de 1810* regroupe les travaux présentés lors du colloque international organisé du 10 au 12 novembre 2010 par le « Grupo de Estudios del Siglo XVIII » de l'Université de Cadix et par le centre de recherche TELEMME de l'Université Aix-Marseille. Revenant, à l'occasion de son bicentenaire, sur un décret historique qui a fait couler beaucoup d'encre depuis 1810, Elisabel Larriba et Fernando Durán López se proposent d'approfondir et de rénover l'approche de la promulgation de la liberté de la presse en élargissant le cadre de leur étude tant d'un point de vue temporel que d'un point de vue spatial, socio-politique et disciplinaire.

Ainsi, les travaux présentés ne se limitent pas dans le temps mais prennent au contraire en considération les différentes phases d'un processus de mise en place complexe.

De ce fait, l'ouvrage s'organise en trois grandes parties. La première, intitulée « Censura y sueños de libertad en el siglo “que llaman ilustrado” », regroupe les articles portant sur les rapports entre censure et liberté d'expression en vigueur avant 1808. C'est dans cette partie que prend place, par exemple, l'étude d'Elisabel Larriba sur l'effervescence des débats relatifs à cette question dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. À travers de nombreuses citations de textes imprimés ou restés à l'état de manuscrits est retracé le combat mené par des auteurs en avance sur leur temps. Dans la même perspective, Inmaculada Urzainqui s'intéresse pour sa part à une catégorie spécifique de journaux : les « spectateurs », ces périodiques qui s'inscrivent dans la lignée d'Addison et Steele. Si la plupart des affirmations qu'on peut lire au fil des numéros restent timides en comparaison avec les débats qui s'élèveront pendant la Guerre d'Indépendance, *El Censor*, son *Corresponsal* et *El Observador*, entre autres, restent néanmoins les préalables nécessaires aux prises de position ultérieures.

La deuxième partie, intitulée « Una libertad de imprenta sin ley (1808-1810) », s'intéresse aux précédents immédiats de la promulgation du décret et à la liberté de fait – relative – que les circonstances politiques et militaires rendent possible. María Cruz Seoane examine ainsi les articles parus sur le sujet au cours de l'année 1809, notamment dans le *Semanario patriótico*, *El Espectador Sevillano* et *El voto de la nación española*. Et Beatriz Sánchez Hita s'intéresse aux demandes de licence présentées par les journalistes andalous, et notamment gaditans, auprès du « Consejo Reunido de Españas e Indias » au cours des deux années précédant le décret, ce qui permet d'étudier les spécificités de la censure alors pratiquée.

La troisième partie de cet ouvrage, enfin, se penche sur les derniers mois de 1810, sur le décret en lui-même, sur son application et sa réception. Fernando Durán López présente ainsi les sessions des Cortes et les points litigieux du décret en cours d'adoption à travers les comptes rendus qu'en font des journaux comme *El Conciso* ou *El despertador*. Daniel Muñoz Sempere et Emilio La Parra López reviennent pour leur part sur l'article 6 du décret, qui établit que « todos los escritos sobre materia de religión quedan sujetos a la previa censura de los ordinarios eclesiásticos, según lo establecido en el Concilio de Trento ». Le premier met

en lumière les rapports étroits qu'entretient la liberté de presse avec la question de l'abolition ou du rétablissement de l'Inquisition. Les propos irrévérencieux de certains écrits, rendus possibles par le décret, alimentent en effet le débat sur la nécessité d'un contrôle inquisitorial. Le second analyse les points de tension autour desquels se cristallise l'opposition entre les partisans et les adversaires du nouveau texte de loi sur les questions religieuses et ecclésiastiques.

L'épilogue présenté par Alberto Gil Novales est le reflet de cette volonté d'élargissement chronologique dont témoigne l'ensemble de l'ouvrage, dans la mesure où il reprend les trois étapes des antécédents du décret, de sa promulgation et de sa réception et qu'il les prolonge en présentant les débats qui ressurgissent autour de la question de la liberté de la presse entre 1820 et 1823.

Par ailleurs, les travaux ici réunis ne prennent pas seulement en considération le seul point de vue des libéraux gaditans mais également celui des autres groupes concernés, de près ou de loin, par la mise en place du décret.

Cet élargissement du panorama se donne à voir tout d'abord au niveau géographique. Ainsi, Jean-Pierre Clément, dans la première partie du livre, s'intéresse au mouvement des Lumières de l'autre côté de l'Atlantique et à l'impact relatif qu'ont pu avoir les idées nouvelles qui, grâce à un certain relâchement du contrôle des écrits, s'expriment dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Quant à Manuel Moreno Alonso et Elía Durán de Porras, ils abordent le point de vue anglais sur la question. Le premier le fait dans la deuxième partie de l'ouvrage en étudiant les prises de position de Blanco White et de ses amis, parmi lesquels figure notamment Lord Holland. Le second aborde pour sa part, dans la troisième partie, l'intérêt porté par les journaux anglais aux débats des Cortes et les opinions exprimées par *The Morning Chronicle* ou *The Examiner*.

Ce souci de prise en compte de la diversité transparait également à travers l'étude de points de vue spécifiques au sein de la population espagnole. Dans cette perspective, Eva Velasco Moreno interroge les mécanismes internes aux instances de la censure en analysant la réflexion menée par l'« Academia de Historia » sur les critères de révision des manuscrits. Gérard Dufour, dans la deuxième partie de cet ouvrage, revient sur l'attitude des *afrancesados*, pour montrer les limites de l'appui soi-disant inconditionnel de Napoléon et du gouvernement josphin à la liberté de la presse. Dans la troisième partie du livre, enfin, Gregorio Alonso se propose de montrer la pluralité idéologique en vigueur parmi les ecclésiastiques qui prennent part au débat tandis que Marieta Cantos Casenave s'intéresse quant à elle à la manière dont des femmes espagnoles telles que Carmen Silva ou María Manuela López de Ulloa mettent à profit cette toute nouvelle liberté.

Enfin, la richesse de l'analyse du décret proposée par l'ouvrage d'Elisabel Larriba et Fernando Durán López repose sur la présence d'approches disciplinaires variées. Dans les articles précédemment évoqués figurent en effet les points de vue de spécialistes d'histoire politique ou culturelle, de presse ou d'histoire religieuse qui se complètent afin d'englober toutes les implications de cette nouvelle liberté. Par ailleurs, on peut relever dans cette perspective la présence de l'article d'Alberto Romero Ferrer qui, à travers l'analyse littéraire du *Diccionario crítico-burlesco* de Bartolomé José Gallardo, donne un aperçu des guerres de plume engendrées par la liberté de la presse. Quant aux travaux d'Esteban Conde Naranjo et de Fernando Martínez Pérez, ils proposent une approche plus spécifiquement juridique de la question. Ainsi, Esteban Conde Naranjo revient notamment sur l'évolution des modalités de censure au cours du XVIII^e siècle et Fernando Martínez Pérez s'intéresse quant à lui aux problèmes concrets d'application du décret, dus en partie aux imprécisions et aux contradictions internes dont celui-ci témoigne.

Si l'on peut relever quelques inévitables redites sur le rôle des journaux d'opinion et celui de personnalités incontournables de l'époque, ou bien sur les limites du décret en matière religieuse, l'ouvrage apporte un éclairage nouveau et complet sur l'entrée en vigueur de la liberté de la presse. Les dix-sept articles et l'épilogue ici réunis permettent en effet de considérer le décret dans toute sa complexité, dans ses prémices comme dans ses conséquences, dans ses implications littéraires, historiques et juridiques. Une des grandes qualités de ce livre, par ailleurs, est d'avoir su montrer que la réalité du nouveau décret comme des débats qui l'entourent n'est pas celle d'une dichotomie entre censure et liberté, entre répression et tolérance mais qu'il y a tout au contraire une incitation à l'écriture dans les comptes rendus des censeurs, une volonté de contrôle dans le décret du 10 novembre 1810. Loin des idées toutes faites et des conclusions schématiques et hâtives, *El nacimiento de la libertad de imprenta* nous donne ainsi toutes les clés d'interprétation nécessaires pour mieux connaître et comprendre cet événement majeur de l'action des Cortes.

Maud Le Guellec
CREC – Université de Lille III